

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG109/3

27 août 2001

(01-4122)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LE MEXIQUE

Communication des Parties

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

1. Liste des membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

La Décision n° 2/2000 du Conseil conjoint CE-Mexique portant création d'une zone de libre-échange entre la Communauté européenne et les États-Unis du Mexique a été adoptée le 23 mars 2000 à Lisbonne et est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

Cette Décision est fondée sur l'Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne et les États-Unis du Mexique (ci-après l'Accord intérimaire) signé à Bruxelles le 8 décembre 1997, en vigueur du 1^{er} juillet 1998 au 1^{er} octobre 2000. L'Accord intérimaire a cessé d'exister le 1^{er} octobre 2000 lorsqu'a pris effet l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération (ci-après l'Accord global) conclu entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part, également signé à Bruxelles le 8 décembre 1997. On a alors considéré que le Conseil conjoint de l'Accord global avait adopté la Décision n° 2/2000.

2. Type d'accord

La Décision n° 2/2000 établit une zone de libre-échange pendant une période de transition d'une durée maximale de dix ans à compter de la date de son entrée en vigueur.

Cette Décision concrétise les objectifs de l'Accord provisoire et crée les conditions nécessaires à une libéralisation progressive et réciproque du commerce des marchandises, à une ouverture progressive et mutuelle des marchés publics entre les Parties, en plus d'instituer un mécanisme de coopération en matière de concurrence, un mécanisme de consultation concernant la propriété intellectuelle et un mécanisme de règlement des différends.

3. Champ d'application

Produits de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche: la Décision n° 2/2000 couvre tous les chapitres du Système harmonisé (1-97).

4. Données commerciales

Les échanges bilatéraux de marchandises ont totalisé 20,9 milliards d'euros en 2000 et se sont chiffrés en moyenne à 15,1 milliards d'euros entre 1997 et 2000. En 2000, la CE a importé du Mexique pour 7,0 milliards d'euros et le Mexique a importé de la CE pour une valeur de 13,9 milliards d'euros. Les produits autres que les produits de l'agriculture, de la pêche et le poisson

ont constitué le plus gros des échanges et ont représenté 94,9 pour cent de l'ensemble des échanges bilatéraux en 2000 et 93,8 pour cent de la totalité des échanges bilatéraux enregistrés en moyenne pendant la période 1997-2000 (se reporter à l'annexe pour les statistiques).

II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

1. Restrictions à l'importation

1.1 Droits et impositions

Au terme de la période de transition, compte tenu du volume des échanges entre 1996 et 1998, au total 97,1 pour cent de l'ensemble des échanges bilatéraux bénéficieront d'un régime d'admission en franchise à raison de 96,8 pour cent des exportations effectuées par les CE vers le Mexique et de 97,6 pour cent des exportations effectuées par le Mexique vers la CE. Si l'on se base sur les échanges bilatéraux réalisés entre 1996 et 1998, ils seront entièrement libéralisés pour 100 pour cent des produits industriels, 58,6 pour cent des produits agricoles et 99,4 pour cent des produits de la pêche.

Toutes les impositions à l'importation autres que les droits de douane ont disparu dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000. Les réductions des droits de douane ne vaudront pas pour les droits spécifiques résultant de l'application des régimes communautaires de droit d'entrée.

1.1.1 Produits industriels

A – Élimination des droits de douane à l'importation des produits industriels dans la CE

Tous les droits de douane sur les produits industriels seront éliminés au plus tard au terme d'une période de transition de deux ans et demi se terminant le 1^{er} janvier 2003. Les droits de douane sur la majorité des produits industriels (classés sous la catégorie A à l'annexe I) ont disparu le jour de l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000 (1^{er} juillet 2000). Les droits applicables aux produits industriels restants (classés sous la catégorie B à l'annexe I) seront éliminés progressivement en quatre étapes égales à compter de la date d'entrée en vigueur, puis le 1^{er} janvier des années suivantes jusqu'au 1^{er} janvier 2003.

B – Élimination des droits de douane à l'importation des produits industriels au Mexique

Tous les droits de douane sur les produits industriels seront éliminés au plus tard au terme d'une période de transition de six ans et demi se terminant le 1^{er} janvier 2007. Les droits de douane sur plus de la moitié de ces produits ont disparu le 1^{er} juillet 2000 ou disparaîtront d'ici le 1^{er} janvier 2003. Les droits de douane sur les produits restants seront éliminés en 2005 ou 2007.

Les produits sur lesquels les droits de douane seront éliminés à la date d'entrée en vigueur figurent dans la catégorie A de l'annexe II. Les droits de douane applicables aux produits classés sous la catégorie B de l'annexe II seront progressivement éliminés en quatre étapes égales à compter de la date d'entrée en vigueur et jusqu'au 1^{er} janvier 2003. Les droits de douane applicables aux produits classés sous la catégorie B+ et la catégorie C de l'annexe II seront progressivement éliminés au cours d'une période commençant à la date d'entrée en vigueur et se terminant le 1^{er} janvier 2005 et le 1^{er} janvier 2007, respectivement, conformément aux calendriers prévus à l'article 6(3) et 6(4) de la Décision n° 2/2000, ou à l'annexe II de cette Décision, sections C et D.

1.1.2 Produits agricoles

A – Élimination des droits de douane à l'importation des produits agricoles dans les CE

Tous les droits de douane sur les produits agricoles seront éliminés au plus tard au terme d'une période de transition de dix ans se terminant le 1^{er} juillet 2010, sauf pour ceux classés sous les catégories 5, 6, 7 et "O" de l'annexe I, qui seront assujettis aux conditions établies dans la Décision n° 2/2000 et dans cette annexe.

Les droits de douane sur les produits agricoles seront éliminés en fonction des catégories suivantes:

- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 1 de l'annexe I ont été éliminés dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 2 de l'annexe I seront éliminés progressivement en quatre étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2003.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 3 de l'annexe I seront éliminés progressivement en neuf étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2008.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 4 de l'annexe I seront éliminés progressivement en huit étapes égales trois ans après l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2010.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 4a de l'annexe I seront éliminés progressivement en dix étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2009.
- Les droits de douane sur les produits classés sous la catégorie 5 de l'annexe I seront appliqués conformément aux conditions établies à l'article 10 de la Décision n° 2/2000. Il n'a pas été prévu de supprimer les droits applicables à cette catégorie, qui feront l'objet d'un examen au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.
- Pour les produits agricoles classés sous la catégorie 6 de l'annexe I, les CE appliqueront un régime d'admission en franchise ou de droits réduits dans les limites des contingents tarifaires dès l'entrée en vigueur. Les conditions d'application et les lignes tarifaires sont présentées à la section A de l'annexe I.
- Les droits de douane concernant les produits agricoles transformés classés sous la catégorie 7 de l'annexe I seront appliqués conformément aux conditions établies dans cette annexe. Les conditions d'application et les lignes tarifaires sont présentées à l'annexe I, section B. Le Conseil conjoint sera libre d'ajouter des produits à cette catégorie, tout autant que de réduire les droits de douane et le niveau des contingents.
- Enfin, plusieurs produits faisant l'objet d'une appellation d'origine contrôlée et rangés dans la catégorie "O" de l'annexe I ne bénéficient d'aucune concession tarifaire. Ces produits seront étudiés en conformité avec l'article 10 de la Décision n° 2/2000.

Au total, au terme de la période de transition, sur la base des échanges enregistrés de 1996 à 1998, ce sont 80,7 pour cent des produits agricoles exportés par le Mexique vers l'UE qui seront admis en franchise.

B – Élimination des droits de douane à l'importation des produits agricoles au Mexique

Tous les droits de douane sur les produits agricoles seront éliminés au plus tard au terme d'une période de transition de dix ans se terminant le 1^{er} juillet 2010, sauf pour ceux classés sous les catégories 5, 6 et 7 de l'annexe II, qui seront assujettis aux conditions établies dans la Décision n° 2/2000 et dans cette annexe.

Les droits de douane sur les produits agricoles seront éliminés en fonction des catégories suivantes:

- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 1 de l'annexe II ont été éliminés dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 2 de l'annexe II seront éliminés progressivement en quatre étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2003.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 3 de l'annexe II seront éliminés progressivement en neuf étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2008.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 4 de l'annexe II seront éliminés progressivement en huit étapes égales dès trois ans après l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2010.
- Les droits de douane sur les produits agricoles classés sous la catégorie 4a de l'annexe II seront éliminés progressivement en dix étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2009.
- Les droits de douane sur les produits classés sous la catégorie 5 de l'annexe II seront appliqués conformément aux conditions établies à l'article 10 de la Décision n° 2/2000. Il n'a pas été prévu de supprimer les droits applicables à cette catégorie, qui feront l'objet d'un examen au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.
- Les droits de douane concernant les produits agricoles transformés classés sous la catégorie 7 de l'annexe II seront appliqués conformément aux conditions établies dans cette annexe. Les conditions d'application et les lignes tarifaires sont présentées à l'annexe II, section B. Le Conseil conjoint sera libre d'ajouter des produits à cette catégorie, tout autant que de réduire les droits de douane et le niveau des contingents.

Au total, au terme de la période de transition, sur la base des échanges enregistrés de 1996 à 1998, ce sont 42,6 pour cent des produits agricoles exportés par l'UE vers le Mexique qui seront admis en franchise.

1.1.3 Pêche

A – Élimination des droits de douane à l'importation des produits de la pêche dans les CE

Tous les droits de douane sur les produits de la pêche seront éliminés au plus tard au terme d'une période de transition de dix ans se terminant le 1^{er} juillet 2010, sauf pour ceux classés sous les catégories 5 et 6 de l'annexe I, qui seront assujettis aux conditions établies dans la Décision n° 2/2000 et dans cette annexe.

Les droits de douane sur les produits de la pêche seront éliminés en fonction des catégories suivantes:

- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 1 de l'annexe I ont été éliminés dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 2 de l'annexe I seront éliminés progressivement en quatre étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2003.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 3 de l'annexe I seront éliminés progressivement en neuf étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2008.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 4 de l'annexe I seront éliminés progressivement en huit étapes égales trois ans après l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2010.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 4a de l'annexe I seront éliminés progressivement en dix étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2009.
- Les droits de douane sur les produits classés sous la catégorie 5 de l'annexe I seront appliqués conformément aux conditions établies à l'article 10 de la Décision n° 2/2000. Il n'a pas été prévu de supprimer les droits applicables à cette catégorie. Les Parties ont convenu de revoir les droits de douane applicables à ces produits au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur et d'envisager de nouvelles mesures de libéralisation des échanges bilatéraux.
- Pour certains produits de la pêche classés sous la catégorie 6 de l'annexe I, les CE appliqueront des droits de douane réduits dans les limites des contingents tarifaires dès l'entrée en vigueur. Les lignes tarifaires correspondantes sont présentées à la section A de l'annexe I (thon en conserve). Les droits applicables à cette catégorie feront l'objet d'un examen au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.

Au total, au terme de la période de transition, sur la base des échanges enregistrés de 1996 à 1998, ce sont 100 pour cent des produits de la pêche importés du Mexique qui seront admis entièrement en franchise.

B – Élimination des droits de douane à l'importation des produits de la pêche au Mexique

Tous les droits de douane sur les produits de la pêche seront éliminés au plus tard au terme d'une période de transition de dix ans se terminant le 1^{er} juillet 2010, sauf pour ceux classés sous les catégories 5 et 6 de l'annexe II, qui seront assujettis aux conditions établies dans la Décision n° 2/2000 et dans cette annexe.

Les droits de douane sur les produits de la pêche seront éliminés en fonction des catégories suivantes:

- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 1 de l'annexe II ont été éliminés dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 2 de l'annexe II seront éliminés progressivement en quatre étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2003.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 3 de l'annexe II seront éliminés progressivement en neuf étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2008.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 4 de l'annexe II seront éliminés progressivement en huit étapes égales trois ans après l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2010.
- Les droits de douane sur les produits de la pêche classés sous la catégorie 4a de l'annexe II seront éliminés progressivement en dix étapes égales à compter de l'entrée en vigueur, puis le 1^{er} juillet des années suivantes jusqu'au 1^{er} juillet 2009.
- Les droits de douane sur les produits classés sous la catégorie 5 de l'annexe II seront appliqués conformément aux conditions établies à l'article 10 de la Décision n° 2/2000. Il n'a pas été prévu de supprimer les droits applicables à cette catégorie. Les Parties ont convenu de revoir les droits de douane applicables à ces produits au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur et d'envisager de nouvelles mesures de libéralisation des échanges bilatéraux.
- Pour certains produits de la pêche classés sous la catégorie 6 de l'annexe II, le Mexique appliquera des droits de douane réduits dans les limites des contingents tarifaires dès l'entrée en vigueur. Les lignes tarifaires correspondantes sont présentées à la section A de l'annexe II (thon en conserve). Les droits applicables à cette catégorie feront l'objet d'un examen au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Décision.

Au total, au terme de la période de transition, sur la base des échanges enregistrés de 1996 à 1998, ce sont 88,7 pour cent des produits de la pêche importés de la CE qui seront admis entièrement en franchise.

1.2 Restrictions quantitatives

Les prohibitions ou restrictions à l'importation visant les échanges entre les CE et le Mexique, autres que les droits de douane et les taxes, ont été éliminées dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000. Le Mexique a pu maintenir certaines mesures, aux conditions définies à l'annexe IV de la

Décision n° 2/2000. Il s'agit de mesures ou restrictions (temporaires) concernant certains produits pétrochimiques, certains véhicules, les vêtements usagés et les véhicules d'occasion.

1.3 Tarif extérieur commun

La Décision n° 2/2000 ne contient aucune disposition instaurant un tarif extérieur commun.

2. Restrictions à l'exportation

Les impositions à l'exportation autres que les droits de douane ont été éliminées dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000.

Les prohibitions ou restrictions à l'exportation concernant les échanges entre les CE et le Mexique, autres que les droits de douane et les taxes, ont été éliminées dès l'entrée en vigueur de la Décision n° 2/2000. Il se peut que le Mexique applique certaines restrictions à l'octroi de licences d'exportation pour certains produits pétrochimiques aux conditions définies à l'annexe IV (voir la section II.1.2).

3. Règles d'origine

Le concept de "produit d'origine" et les moyens de coopération administrative entre les Parties sont définis à l'annexe III de la Décision n° 2/2000. Cette annexe et ses appendices sont conformes à l'annexe II de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. En particulier, elles sont fondées sur un critère positif clairement défini.

L'annexe III stipule les conditions générales à respecter pour déterminer l'origine d'un produit, ainsi que les procédures administratives à suivre pour solliciter un traitement préférentiel. Ainsi, une preuve de l'origine des produits doit être fournie au moyen d'un certificat de circulation EUR.1 ou d'une "déclaration sur facture" comme le prévoient les appendices III et IV de l'annexe III.

Sont considérés comme provenant du Mexique ou de la CE les produits qui y ont été acquis dans leur intégralité, qui ont été fabriqués exclusivement avec des matériaux originaires de ces pays ou qui y ont subi des opérations de transformation suffisantes. Les appendices II et II(A) de l'annexe III énumèrent les différentes règles à appliquer pour déterminer si un produit a été suffisamment transformé. Bien qu'elles diffèrent d'un produit à l'autre, ces règles se classent en plusieurs grandes catégories:

- Les matériaux utilisés doivent donner lieu à un changement de classification tarifaire au titre du Système harmonisé.
- Les produits sont considérés comme étant d'origine si la valeur ajoutée dans la CE ou au Mexique est suffisante. Les pourcentages correspondants peuvent varier d'un produit à l'autre.
- Pour certains produits, la règle définit le processus de fabrication à suivre.

Dans certains cas, ces règles veulent que plusieurs des conditions susmentionnées soient remplies. Il existe aussi plusieurs produits pour lesquels deux règles sont établies, dont une seule doit être respectée pour obtenir le statut de produit d'origine, et le cumul des deux est prévu. Enfin, la tolérance admise aux termes de la Décision est de 10 pour cent.

4. Normes

4.1 Normes

Les deux Parties confirment les droits et obligations qui sont les leurs concernant les normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité en vertu de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. Par ailleurs, selon la Décision n° 2/2000, une coopération bilatérale est nécessaire dans ce domaine pour réduire les disparités entre les Parties, faciliter leurs échanges, les aider à mieux se comprendre et à mieux connaître leurs systèmes respectifs. Une coopération est notamment souhaitée aux chapitres suivants: échanges d'informations sur les normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité, consultations bilatérales concernant des obstacles techniques au commerce précis, encouragement à l'application des normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité internationaux, et adoption des normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité des deux pays dans le respect des règles internationales.

4.2 Mesures sanitaires et phytosanitaires

Les deux Parties confirment les droits et obligations qui sont les leurs en vertu de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Par ailleurs, selon la Décision n° 2/2000, une coopération bilatérale est nécessaire en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires pour faciliter les échanges. Elle ouvre la voie à des consultations et à des échanges d'information.

5. Sauvegardes

Conformément aux dispositions de la Décision n° 2/2000 (article 15), les CE ou le Mexique peuvent prendre les mesures qui s'imposent lorsqu'une Partie augmente le volume de ses importations de produits au point de porter gravement atteinte aux entreprises nationales qui fabriquent des produits semblables ou directement concurrents, ou de perturber sensiblement un secteur de l'économie ou de créer de graves difficultés susceptibles de dégrader sérieusement la situation économique d'une région du pays importateur.

- Difficultés de balance des paiements

Lorsque la balance des paiements d'un ou de plusieurs États membres de l'UE ou du Mexique connaît de graves difficultés, les CE ou le Mexique peuvent appliquer des restrictions aux importations en conformité avec les conditions établies au titre du GATT.

6. Mesures antidumping et compensatoires

Les Parties confirment les droits et obligations qui sont les leurs en vertu de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

7. Subventions et aides de l'État

Aucune disposition n'est prévue concernant les subventions et les aides de l'État autres que celles de l'article 14 (concernant les droits compensateurs).

8. Dispositions sectorielles spécifiques

8.1 Produits agricoles

- a) Les produits agricoles originaires du Mexique et importés dans la CE bénéficient des dispositions contenues à l'annexe I. Lorsque le tarif douanier prévoit l'application d'un droit *ad valorem* et d'un droit spécifique du fait de l'existence de régimes de droit d'entrée, la réduction prévue s'applique uniquement au droit *ad valorem*. Pour certains produits comme les fleurs coupées, les asperges, le miel et les fraises congelées, les droits de douane sont supprimés ou réduits dans les limites des contingents tarifaires. Pour certains produits agricoles transformés, la CE applique des droits de douane préférentiels dans les limites d'un contingent tarifaire ou des droits de douane réduits aux importations du Mexique.
- b) Les produits agricoles originaires de la CE et importés au Mexique bénéficient des dispositions contenues à l'annexe II. Pour certains produits agricoles transformés, le Mexique applique des droits de douane réduits aux importations de la CE.
- c) Trois ans après l'entrée en vigueur, la CE et le Mexique feront un bilan de leurs échanges de produits agricoles dans l'optique d'adopter de nouvelles mesures de libéralisation des deux côtés. Les produits classés dans la catégorie "O" feront l'objet d'un examen par rapport à l'évolution de la situation concernant les droits de propriété intellectuelle.
- d) Les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises n'interdisent pas la CE de retenir une partie de produits agricoles transformés importés du Mexique.

8.2 Pêche

- a) Les produits de la pêche originaires du Mexique et importés dans la CE bénéficient des dispositions contenues à l'annexe I.

Pour certains produits (thon en conserve), les droits de douane sont réduits dans les limites d'un contingent tarifaire.
- b) Les produits de la pêche originaires de la CE et importés au Mexique bénéficient des dispositions contenues à l'annexe II.

Pour certains produits (thon en conserve), les droits de douane sont réduits dans les limites d'un contingent tarifaire.
- c) Trois ans après l'entrée en vigueur, la CE et le Mexique feront un bilan de leurs échanges de poisson et de produits de la pêche dans l'optique d'adopter des deux côtés de nouvelles mesures de libéralisation pour les produits susmentionnés. Avant septembre 2001, les CE et le Mexique devront entamer des discussions pour examiner la possibilité de créer un contingent tarifaire préférentiel pour les filets de thon d'ici le 1^{er} janvier 2002.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

La Décision n° 2/2000 n'interdit pas d'adopter ou de mettre en œuvre des mesures qui sont nécessaires pour préserver la morale publique, protéger la vie ou la santé d'êtres humains, d'animaux ou de végétaux, faire respecter des lois et règlements qui sont incompatibles avec cette Décision, y compris en ce qui a trait à l'application de mesures douanières ou à la protection de biens de propriété intellectuelle, et pour lutter contre des pratiques trompeuses, que ces mesures concernent l'importation ou l'exportation d'or ou d'argent, la protection de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou la conservation de ressources naturelles épuisables si de telles mesures sont conjuguées à des restrictions visant la production ou la consommation nationale. Ces prohibitions ou restrictions ne doivent cependant pas constituer un outil de discrimination arbitraire ou inexcusable lorsque les mêmes conditions prévalent ni une restriction déguisée des échanges entre les Parties. Enfin, une clause d'exception relative à la sécurité nationale a été incluse à l'Accord global, qui s'applique à la Décision n° 2/2000.

2. Adhésion

La Décision n° 2/2000 ne contient aucune disposition permettant à d'autres pays d'adhérer à cette Décision, pas plus que l'Accord global.

3. Procédures de consultation et de règlement des différends

Les deux Parties peuvent demander à consulter le Comité conjoint pour toute question en rapport avec l'application ou l'interprétation de la Décision n° 2/2000 ou tout problème qui en gêne l'exécution. Le règlement des différends donne lieu à une décision.

En outre, lorsqu'une Partie considère qu'une mesure contrevient à une disposition de la Décision n° 2/2000 (sauf aux dispositions citées à l'article 41 de la Décision), elle peut demander la création d'un groupe spécial composé de trois arbitres choisis par les Parties, en conformité avec une procédure établie par cette Décision (article 44). Ce groupe spécial d'arbitrage statue à la majorité et ses jugements sont exécutoires. Selon la procédure d'arbitrage, le groupe doit préparer dans un certain délai un premier rapport puis un rapport final, que les Parties sont tenues de respecter. Lorsqu'une des Parties ne respecte pas les conclusions du groupe, l'autre Partie est en droit de suspendre les avantages prévus aux termes de la Décision. Le groupe spécial d'arbitrage peut intervenir, à la demande, pour différentes étapes de la mise en œuvre de ses conclusions, y compris au sujet d'un délai raisonnable, de la conformité des mesures de mise en œuvre avec un rapport de groupe spécial, de la suspension d'avantages, etc.

Les procédures de règlement des différends établies par la Décision n° 2/2000 ne remettent nullement en question les droits et obligations qui sont ceux des deux Parties au titre de l'Accord de l'OMC - article 47 3) et 4).

4. Lien avec d'autres accords commerciaux

La Décision n° 2/2000 n'interdit aucunement la poursuite ou la création d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'autres arrangements entre l'une ou l'autre des Parties et des pays tiers, dans la mesure où ils ne portent pas atteinte aux droits et obligations stipulés dans cette Décision. Des consultations sont prévues entre les Parties au sein du Comité conjoint dans le cas d'accords portant création ou modification d'unions douanières ou de zones de libre-échange et, au besoin, d'autres questions importantes en rapport avec la politique commerciale suivie par les deux Parties avec des pays tiers.

5. Cadre institutionnel

Un Conseil conjoint, créé par l'Accord global, se réunit au niveau ministériel. Il supervise la mise en œuvre de cet accord et rend des décisions dans les cas prévus par l'Accord. Le Conseil conjoint est assisté dans l'exécution de sa tâche par un Comité conjoint composé de hauts fonctionnaires, auquel le Conseil conjoint peut déléguer n'importe lequel de ses pouvoirs. La Décision n° 2/2000 attribue au Comité conjoint un certain nombre de tâches précises en rapport avec le commerce et d'autres questions semblables. Ce comité est chargé, entre autres, de superviser la mise en œuvre et les conditions d'exécution de cette Décision, de mener des consultations et de prendre des décisions sur différentes questions. Enfin, plusieurs comités spéciaux sont constitués en vertu de cette Décision. Ils secondent le Conseil conjoint et le Comité conjoint dans l'administration de cette Décision.

6. Durée

La Décision n° 2/2000 est valable pour une durée illimitée.

7. Accords antérieurs

La Décision n° 2/2000 est fondée sur l'Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1998 et qui a pris fin le 1^{er} octobre 2000 dès l'entrée en vigueur de l'Accord global. On a alors considéré que la Décision n° 2/2000 avait été adoptée par le Conseil conjoint de l'Accord global. Cet accord a pour objectif d'instaurer un cadre de travail pour développer et renforcer les échanges entre les Parties, y compris la libéralisation progressive du commerce de marchandises conformément à l'article XXIV du GATT.

Par ailleurs, l'Accord global a pour objectif ce qui suit: institutionnaliser un dialogue politique entre les Parties, consolider les liens commerciaux et économiques par une libéralisation progressive et réciproque du commerce de services et de marchandises en conformité avec les règles de l'OMC, renforcer et amplifier la coopération.

IV. AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions relatives aux services

Une décision distincte contenant des dispositions sur la libéralisation des services a été adoptée par le Conseil conjoint de l'Accord global (Décision n° 2/2001, entérinée le 27 février 2001 et entrée en vigueur le 1^{er} mars 2001). Cette décision établit un accord d'intégration économique entre la CE et ses États membres, d'une part, et le Mexique, d'autre part, au sens de l'article V de l'AGCS.

Investissements et paiements connexes

Le titre III de cette décision ultérieure et distincte (Décision n° 2/2001 du 27 février 2001) engage aussi les Parties à supprimer progressivement toute restriction pesant sur les paiements liés à des investissements directs, des investissements immobiliers ainsi qu'à l'achat et à la vente de titres quelconques. De même, les Parties s'engagent à n'instaurer aucune nouvelle restriction sur les paiements liés à des investissements directs. La Décision contient également des dispositions sur les difficultés concernant la politique de change et la politique monétaire, les problèmes de balance des paiements, les transferts, la promotion des investissements et les engagements internationaux en matière d'investissement.

Marchés publics

Le titre III de la Décision n° 2/2000 s'applique à toute loi, réglementation, procédure ou pratique concernant les marchés publics de biens, services et travaux de construction, comme le prévoient les annexes VI à IX de cette décision. Chaque Partie assurera l'accès à chaque marché public visé, pour les marchés qui dépassent le seuil prévu à l'annexe X, ainsi qu'au niveau des organes centraux ou fédéraux et des entreprises publiques.

Le titre relatif aux marchés publics comporte entre autres des dispositions sur les points suivants: principes de non-discrimination et de traitement national (article 26), procédures de passation de marchés publics (article 29) et procédure de contestation des adjudications (article 30). Il s'y ajoute des dispositions sur la fourniture de renseignements, la coopération technique, etc.

Mécanisme de consultation concernant les droits de propriété intellectuelle

D'autres dispositions sont incluses concernant les droits de propriété intellectuelle dans la Décision mentionnée sous le point IV.1 (Décision n° 2/2001). La Décision n° 2/2000 établit un mécanisme de consultation en cas de difficultés posées par la protection de biens intellectuels. D'autres dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle sont incluses dans la Décision mentionnée sous le point IV.1. Elles font notamment état d'engagements mutuels d'adhésion à un certain nombre de conventions pertinentes concernant les DPI.

Politique de concurrence

La Décision n° 2/2000 établit un mécanisme de coopération entre les autorités des Parties qui sont chargées d'appliquer les règles de la concurrence. Ce mécanisme a pour objet d'encourager les Parties à coopérer et à coordonner leurs actions, et à mettre fin aux activités anticoncurrentielles par l'application de leurs lois respectives pour qu'il ne soit pas porté préjudice à leurs échanges et à leur développement économique. Figurent également des dispositions en matière d'assistance technique et d'information.

Coopération

La Décision n° 2/2000 prévoit le renforcement de la coopération dans différents domaines - douanes, normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité, concurrence, marchés publics, mesures sanitaires et phytosanitaires -, autant de questions qui sont étroitement liées au fonctionnement de la zone de libre-échange.

ANNEXE

Données commerciales

Note: Les tableaux qui suivent montrent l'évolution des échanges entre les CE et le Mexique sur la période 1997-2000. Des chiffres sont également fournis à titre de comparaison au sujet de l'évolution des échanges des CE avec l'ensemble de leurs partenaires.

Tableau 1

Part du Mexique dans les échanges de l'UE entre 1997 et 2000
(en milliards d'écus/euros)

Année	Hors UE			Mexique		
	Exportations	Importations	Total	Exportations	Importations	Total
1997	721,1	672,6	1 393,7	7,4	3,8	11,2
1998	733,4	710,5	1 444,0	9,3	4,0	13,4
1999	760,2	779,2	1 539,4	10,4	4,7	15,1
2000	936,0	1 025,5	1 961,6	13,9	7,0	20,9

Tableau 2

Part du Mexique dans les échanges de l'UE entre 1997 et 2000
(en pourcentage)

Année	Hors UE			Mexique		
	Exportations	Importations	Total	Exportations	Importations	Total
1997	51,7	48,3	100	1,0	0,6	0,8
1998	50,8	49,2	100	1,3	0,6	0,9
1999	49,4	50,6	100	1,4	0,6	1,0
2000	47,7	52,3	100	1,5	0,7	1,1

Mexique	Échanges des 15 pays de l'UE avec le Mexique entre 1997 et 2000 (millions d'euros)															
	Importations				Exportations				Solde				Total des échanges			
Section du SH	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
																6 juin 2001
Total	3 818	4 018	4 695	6 994	7 430	9 341	10 422	13 880	3 612	5 323	5 727	6 886	11 248	13 359	15 117	20 874
<i>dont:</i>																
01 Animaux et produits d'animaux	121	85	70	66	222	113	108	217	101	28	37	150	343	198	178	283
02 Produits végétaux	302	215	193	238	78	47	58	41	-225	-169	-136	-197	380	262	251	278
03 Graisses animales ou végétales	2	5	4	5	12	11	10	17	10	6	5	11	14	16	14	22
04 Aliments transformés	106	130	121	152	185	216	243	338	79	86	122	187	291	346	363	490
05 Produits minéraux	849	655	851	1 719	26	101	71	111	-823	-554	-780	-1 608	875	755	922	1 830
06 Produits chimiques	301	318	367	542	948	1 114	1 221	1 552	647	796	854	1 010	1 249	1 432	1 588	2 094
07 Plastiques et caoutchouc	91	105	118	140	247	303	357	515	156	198	239	376	338	408	475	655
08 Cuirs et peaux	21	19	21	25	18	36	37	47	-3	17	16	22	39	55	59	72
09 Bois et produits du bois	4	3	4	3	8	14	12	17	5	11	8	14	12	17	16	20
10 Produits de la pâte à papier	46	64	61	78	191	214	243	338	145	151	183	261	237	278	304	416
11 Textiles et articles en textile	126	98	75	83	183	248	257	348	57	150	182	265	309	346	333	430
12 Chaussures et coiffures	26	21	14	10	11	18	18	32	-15	-3	4	21	37	39	32	42
13 Articles en pierre, plâtre, ciment, amiante	29	37	42	47	131	161	175	184	103	124	133	137	160	198	216	231
14 Perles, pierres semi-précieuses, métaux	104	133	102	129	15	20	22	52	-89	-112	-80	-77	119	153	125	180
15 Métaux de base et articles dérivés	282	175	131	213	629	823	745	965	347	648	613	752	911	998	876	1 177
16 Machines et appareils mécaniques	962	1 165	1 382	2 250	3 123	3 918	4 601	5 918	2 162	2 753	3 219	3 668	4 085	5 083	5 982	8 168
17 Matériel de transport	155	408	743	833	895	1 433	1 577	2 290	739	1 025	834	1 458	1 050	1 840	2 320	3 123
18 Instruments – de mesure, musicaux	104	149	162	175	234	269	379	475	130	120	216	300	337	419	541	650
19 Armes et munitions	1	0	0	0	4	1	2	9	4	1	2	9	5	2	3	10
20 Divers	74	86	83	91	81	106	140	189	7	20	57	98	156	193	223	280
21 Œuvres d'art	1	13	3	10	4	7	4	1	2	-5	1	-9	5	20	7	11
Autres	111	136	146	186	185	168	143	224	73	32	-3	38	296	304	290	410

Régime statistique 4 (Source: Eurostat COMEXT, 28 mai 2001)

HORS UE	Échanges extracommunautaires des 15 pays de l'UE entre 1997 et 2000 (millions d'euros)															
	Importations				Exportations				Solde				Total des échanges			
Section du SH	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
																6 juin 2001
Total	672 568	710 538	779 216	1 025 544	721 128	733 428	760 172	936 025	48 561	22 890	-19 044	-89 519	1 393 696	1 443 966	1 539 388	1 961 568
<i>dont:</i>																
01 Animaux et produits d'animaux	12 227	13 392	13 430	15 372	10 897	10 090	10 629	12 056	-1 330	-3 302	-2 801	-3 316	23 124	23 481	24 059	27 428
02 Produits végétaux	25 438	25 098	23 940	25 079	9 758	9 368	9 852	11 188	-15 680	-15 730	-14 089	-13 891	35 196	34 467	33 792	36 267
03 Graisses animales ou végétales	2 390	2 789	2 635	2 360	2 978	3 223	2 620	2 669	588	434	-15	309	5 368	6 012	5 255	5 028
04 Aliments transformés	19 019	19 587	20 146	22 152	27 746	27 332	26 437	29 923	8 726	7 745	6 291	7 771	46 765	46 919	46 584	52 075
05 Produits minéraux	95 742	72 327	88 453	159 793	19 632	16 876	19 240	33 254	-76 110	-55 450	-69 214	-126 539	115 374	89 203	107 693	193 047
06 Produits chimiques	46 237	49 736	53 424	63 662	81 774	85 324	95 358	113 290	35 537	35 589	41 934	49 628	128 011	135 060	148 783	176 952
07 Plastiques et caoutchouc	19 323	21 103	21 726	26 325	27 148	27 515	28 751	35 212	7 825	6 412	7 025	8 887	46 472	48 618	50 478	61 537
08 Cuirs et peaux	8 498	8 239	7 724	10 201	7 375	6 471	6 484	8 964	-1 123	-1 768	-1 241	-1 237	15 874	14 709	14 208	19 165
09 Bois et produits du bois	10 974	11 451	12 415	14 596	4 928	5 204	5 766	6 991	-6 046	-6 247	-6 649	-7 605	15 902	16 656	18 181	21 587
10 Produits de la pâte à papier	11 997	12 616	13 112	17 018	19 764	19 664	20 172	24 457	7 767	7 048	7 060	7 440	31 760	32 281	33 284	41 475
11 Textiles et articles en textile	55 253	57 954	59 625	69 598	34 725	35 322	34 943	40 562	-20 528	-22 632	-24 682	-29 037	89 979	93 276	94 568	110 160
12 Chaussures et coiffures	8 308	8 264	9 172	10 904	6 313	6 107	5 758	6 823	-1 995	-2 157	-3 414	-4 081	14 621	14 371	14 930	17 727
13 Articles en pierre, plâtre, ciment, amiante	5 091	5 677	6 341	7 832	12 916	12 936	13 016	15 116	7 825	7 259	6 674	7 283	18 007	18 613	19 357	22 948
14 Perles, pierres semi-précieuses, métaux	23 890	26 975	26 540	35 644	19 287	18 005	21 417	28 948	-4 603	-8 970	-5 123	-6 695	43 177	44 979	47 957	64 592
15 Métaux de base et articles dérivés	40 315	44 664	42 888	57 384	46 947	45 807	43 145	52 839	6 633	1 143	257	-4 545	87 262	90 471	86 033	110 223
16 Machines et appareils mécaniques	173 128	197 538	222 885	298 486	226 484	235 496	239 830	297 536	53 356	37 959	16 945	-950	399 612	433 034	462 716	596 022
17 Matériel de transport	56 404	69 178	81 613	90 474	104 706	110 905	112 647	139 300	48 302	41 727	31 034	48 825	161 111	180 083	194 259	229 774
18 Instruments – de mesure, musicaux	27 814	30 261	33 923	42 442	28 129	29 259	31 426	39 453	315	-1 003	-2 497	-2 989	55 944	59 520	65 348	81 895
19 Armes et munitions	603	510	751	601	1 326	1 661	1 271	1 571	724	1 151	520	970	1 929	2 170	2 022	2 172
20 Divers	17 529	19 134	21 833	27 147	15 177	15 326	15 817	18 347	-2 353	-3 808	-6 016	-8 800	32 706	34 459	37 650	45 493
21 Œuvres d'art	1 797	2 574	2 420	2 671	2 934	3 034	3 410	4 581	1 136	460	990	1 910	4 731	5 608	5 831	7 252
Autres	10 589	11 472	14 218	25 803	10 183	8 504	12 183	12 946	-407	-2 969	-2 035	-12 857	20 772	19 976	26 402	38 749

Régime statistique 4 (Source: Eurostat COMEXT, 28 mai 2001)

Mexique/ Total	Échange des 15 pays de l'UE avec le Mexique en 2000					Échange extracommunautaires des 15 pays de l'UE en 2000					Mexique		
	Importations		Exportations		Solde	Importations		Exportations		Solde	Parts du marché		Rapport exp./imp.
Section du SH	Millions d'euros	% du total	Millions d'euros	% du total	Millions d'euros	Millions d'euros	% du total	Millions d'euros	% du total	Millions d'euros	Importations	Exportations	
													6 juin 2001
Total	6 994	100,0%	13 880	100,0%	6 886	1 025 544	100,0%	936 025	100,0%	-89 519	0,7%	1,5%	1,98
<i>dont:</i>													
01 Animaux et produits d'animaux	66	1,0%	217	1,6%	150	15 372	1,5%	12 056	1,3%	-3 316	0,4%	1,8%	3,26
02 Produits végétaux	238	3,4%	41	0,3%	-197	25 079	2,4%	11 188	1,2%	-13 891	0,9%	0,4%	0,17
03 Graisses animales ou végétales	5	0,1%	17	0,1%	11	2 360	0,2%	2 669	0,3%	309	0,2%	0,6%	3,09
04 Aliments transformés	152	2,2%	338	2,4%	187	22 152	2,2%	29 923	3,2%	7 771	0,7%	1,1%	2,23
05 Produits minéraux	1 719	24,6%	111	0,8%	-1 608	159 793	15,6%	33 254	3,6%	-126 539	1,1%	0,3%	0,06
06 Produits chimiques	542	7,8%	1 552	11,2%	1 010	63 662	6,2%	113 290	12,1%	49 628	0,9%	1,4%	2,86
07 Plastiques et caoutchouc	140	2,0%	515	3,7%	376	26 325	2,6%	35 212	3,8%	8 887	0,5%	1,5%	3,69
08 Cuir et peaux	25	0,4%	47	0,3%	22	10 201	1,0%	8 964	1,0%	-1 237	0,2%	0,5%	1,88
09 Bois et produits du bois	3	0,0%	17	0,1%	14	14 596	1,4%	6 991	0,7%	-7 605	0,0%	0,2%	5,40
10 Produits de la pâte à papier	78	1,1%	338	2,4%	261	17 018	1,7%	24 457	2,6%	7 440	0,5%	1,4%	4,35
11 Textiles et articles en textile	83	1,2%	348	2,5%	265	69 598	6,8%	40 562	4,3%	-29 037	0,1%	0,9%	4,20
12 Chaussures et coiffures	10	0,2%	32	0,2%	21	10 904	1,1%	6 823	0,7%	-4 081	0,1%	0,5%	3,02
13 Articles en pierre, plâtre, ciment, amiante	47	0,7%	184	1,3%	137	7 832	0,8%	15 116	1,6%	7 283	0,6%	1,2%	3,95
14 Perles, pierres semi-précieuses, métaux	129	1,8%	52	0,4%	-77	35 644	3,5%	28 948	3,1%	-6 695	0,4%	0,2%	0,40
15 Métaux de base et articles dérivés	213	3,0%	965	6,9%	752	57 384	5,6%	52 839	5,6%	-4 545	0,4%	1,8%	4,54
16 Machines et appareils mécaniques	2 250	32,2%	5 918	42,6%	3 668	298 486	29,1%	297 536	31,8%	-950	0,8%	2,0%	2,63
17 Matériel de transport	833	11,9%	2 290	16,5%	1 458	90 474	8,8%	139 300	14,9%	48 825	0,9%	1,6%	2,75
18 Instruments – de mesure, musicaux	175	2,5%	475	3,4%	300	42 442	4,1%	39 453	4,2%	-2 989	0,4%	1,2%	2,71
19 Armes et munitions	0	0,0%	9	0,1%	9	601	0,1%	1 571	0,2%	970	0,1%	0,6%	18,94
20 Divers	91	1,3%	189	1,4%	98	27 147	2,6%	18 347	2,0%	-8 800	0,3%	1,0%	2,07
21 Œuvres d'art	10	0,1%	1	0,0%	-9	2 671	0,3%	4 581	0,5%	1 910	0,4%	0,0%	0,13
Autres	186	2,7%	224	1,6%	38	25 803	2,5%	12 946	1,4%	-12 857	0,7%	1,7%	1,20

Régime statistique 4 (Source: Eurostat COMEXT, 28 mai 2001)